

COMPTE RENDU DU COMITE TECHNIQUE LOCAL DU 11 AVRIL 2014

M. le Directeur n'a pas jugé bon de répondre au constat et aux questions posées par notre liminaire (cf texte intégral en fin de document), peut être parce qu'il en partage le diagnostic (?), et surtout parce qu'il n'a pas de réponses à apporter. C'est bien là le problème du dialogue social de ce département, face à nos multiples problèmes quotidiens notre encadrement est désarmé et sans solutions. Le discours convenu et stéréotypé de la communication communicante peine à masquer cette impuissance. Le CTL en est le reflet.

VOTE D'UN PV

FO s'est abstenu lors du vote d'un ancien PV, présenté au mépris du règlement intérieur des C.T.L et des organisations syndicales : il aurait dû être soumis aux syndicats dans les 2 mois, et non un an après.

PRÉSENTATION DU TABLEAU DE VEILLE SOCIALE

FO regrette le changement de présentation des chiffres 2013 qui ne permettent pas de voir leur évolution entre 2012 et 2013, service par service.

La multiplicité des situations que regroupent ces indicateurs ne nous permettent pas de tirer des conclusions précises, et sont à manier avec précautions.

FO dénonce surtout l'absence d'analyse de ces indicateurs par la direction, qui présente pourtant un plan d'action : comment peut on prendre des mesures pour améliorer les conditions de vie au travail sans avoir analysé les chiffres présentés ?

Pour **FO** cet outil est surtout utile pour les RH et la direction : elle lui permet de mesurer, cyniquement, les ravages engendrée par la RGPP et la MAP dans les services. Les indicateurs sont constants ou en hausse, malgré l'action des services RH.

FO a attiré l'attention de l'administration sur le suivi des fiches de signalement - seule mesure significative, les agents

TRISTE REALITE

Des évènements récents ont conforté notre sentiment sur l'importance de l'organisation de la veille sociale.

Après la troisième tentative de suicide en deux mois de personnes faisant partie de notre administration départementale, la parité syndicale a demandé en urgence la tenue d'un CHS.

Les souffrances des vies personnelles ont souvent leur écho dans le milieu du travail, comme exutoire ou comme amplificateur, nous obligeant collectivement à une solidarité de tous les instants et une attention particulière : pour les personnels dans leur relation à autrui et pour l'administration, dans des réactions rapides et appropriées sans pour autant déplacer les problèmes.

La détection en est l'élément essentiel. Il est ainsi primordial que les informations soient relayées auprès du médecin du travail, de la Direction, des organisations syndicales.

Pour **FO**, M. Martial LACORRE secrétaire du CHS, est plus particulièrement chargé du suivi, qui doit rester confidentiel, de ces dossiers.

doivent être informés de la suite de leur fiche - et a rappelé qu'il est nécessaire de remplir une fiche à chaque incident, et de la transmettre à l'assistant de prévention, M. Martinez.

RÉORGANISATION DES SERVICES RH

La réorganisation du service RH n'est, pour **FO**, que la poursuite logique de la fusion. Pour être totale, cette fusion devra cependant attendre celle des règles de gestion.

Notre syndicat sera attentif à ce que la réorganisation des services RH ne se double pas de suppressions d'emploi au nom de la sacro sainte efficacité. Il est à noter que l'ensemble des agents du service était pour cette réorganisation.

D'un point de vue plus pratique, la seule restriction reste pour **FO** l'implantation physique du service, les agents étant un peu à l'étroit.

FO a voté pour cette réorganisation.

Par ailleurs, la direction a indiqué qu'elle «étudiait la possibilité d'installer les domaines ou la mission audit qui se trouve à Escarguel».

**MISSION RISQUE AUDIT**

Le rapprochement de la mission locale risques avec la mission audit était déjà effective dans le département : elle est maintenant officielle.

M. Janson, son responsable, s'est «agacé» de la méconnaissance des missions de son service par les agents, missions essentielles à ses yeux, car le contrôle est le garant de nos missions

La situation financière de la Commune du Barcarès, qui a fait la une de la presse quotidienne à la suite d'un rapport de la Chambre Régionale des Comptes, a été évoquée à cette occasion. M. le Directeur nous a assuré que la responsabilité des services de la DGFIP, et notamment de nos collègues du CFP de St Laurent de la Salanque, n'était pas en cause.

HORAIRES DE CERET ET PRADES

Les agents et les chefs de poste étant fortement demandeurs, **FO** a voté pour la fermeture au public d'une demi journée par semaine des CFP de Prades, (mercredi après midi) et Céret (vendredi après midi).

Les autres organisations syndicales se sont abstenues.....

Notre organisation syndicale a néanmoins constaté de fait la fin du mythe de l'accueil fiscal unique, thème phare de la fusion.

CAMPAGNE IR 2014

Sur la campagne IR, **FO** a dénoncé le manque de respect de l'administration pour ses agents en réservant la primeur des dates de la campagne à la presse, campagne avancée d'une semaine et désorganisée par la réduction drastique et ridicule du nombre d'imprimés et de brochures.

L'orientation tout internet de l'administration se renforce, oubliant les déclarants papiers, pari pour continuer à faire fonctionner ses services malgré les suppressions massives annoncées.

Il serait peut être plus « efficace » que les agents soient les premiers informés et surtout formés sur les nouveautés internet....

A quelques détails près, la campagne 2014 est organisée de la même manière que l'année passée, mais plus de services sont concernés par cette mise en place.... Suppression de personnel oblige.

La sortie au 15 septembre des deux rôles d'impôts sera sans doute appréciée par les collègues présents au mois d'août.

Simplifications ? Certainement...

PRECISIONS SUR LE PONT NATUREL DU 30 MAI

FO DGFIP 66 est la seule organisation syndicale favorable aux ponts naturels.

Les autres organisations syndicales s'abstiennent sur ces ponts considérant qu'il convient de laisser le libre choix aux agents.

FO souhaitait que le 30 mai soit un pont naturel « classique » avec fermeture de tous les services

A la demande des autres organisations syndicales la direction a tranché sur une position intermédiaire : fermeture des services au public, mais possibilité aux agents de venir travailler.

Cette position va contraindre certains agents, en particulier dans les services de direction, à venir travailler ce jour là....

TOUS EN GREVE LE 15 MAI 2014

QUESTIONS DIVERSES

Parmi les points évoqués :

Utilisation d'un véhicule personnel :

Suppression dans agora des frais de déplacement et mise en place d'une autre application dans chorus

Accueil primaire :

Recensement par les chefs de service des agents chargés de l'accueil primaire

Gestion des EMR

L'attention de la Direction est attirée sur la situation mal vécue par les EMR qui sont systématiquement mis à la caisse.

Heures de fermeture :

Suite à la demande des caissiers de côte vermeille, la direction envisage d'adapter les horaires de fermeture pour permettre au caissiers et à la comptabilité de pouvoir arrêter les comptes plus tôt.

Restaurant Inter Entreprises :

Le RIE de Perpignan fermera, mais la poste a promis d'informer la DGFIP un an avant.

M. le Directeur s'est prononcé contre les solutions de substitution trop excentrées pour les agents de la DGFIP

Bourg Madame :

La direction a résilié son bail trop onéreux, et est à la recherche d'un autre local.


M. le Directeur ira rapidement à la rencontre des agents pour savoir s'ils souhaitent rester à Bourg Madame ou être rattachés à Saillagouse.

Affaire à suivre .

Vos représentants FO au CTL :

Ariel SALA	ariel.sala@dgfip.finances.gouv.fr
Frédéric FERRER	frederic.ferrer@dgfip.finances.gouv.fr
France LEROY	france.leroy1@dgfip.finances.gouv.fr
Bernard MARTI	bernard.marti@dgfip.finances.gouv.fr
Claude MICOLAU	claudio.micolau@dgfip.finances.gouv.fr
Henri VILARO	henri.vilaro@dgfip.finances.gouv.fr

Soyez bien informés, abonnez vous à L'INFO 66



ABONNEMENT LISTE DE DIFFUSION

Section des Pyrénées Orientales

Civilité Mme Mele M

NOM Prénom

Poste d'affectation Tél

Mel personnel ou professionnel

Je souhaite adhérer à la liste de diffusion de notre lettre d'information L'INFO 66

S'abonner Se désabonner Signature

TEXTE INTÉGRAL DE LA LIMINAIRE DÉPOSÉE EN OUVERTURE DU CTL

Monsieur le Président

Notre syndicat est actuellement en congrès national afin de définir nos revendications pour les années qui viennent. Sachez, M le Président, que plus que jamais, nous nous battons pour que notre administration reste au cœur d'un grand service public républicain .

Les déclarations contradictoires de grands serviteurs de l'État nous inquiètent pour l'avenir de notre ministère, et de nos missions de service public.

L'ordre du jour de ce CTL reflète bien l'état de notre ministère

Ce ministère de l'économie et des comptes publics est tellement à la pointe de la communication et de la dématérialisation qu'il en oublie presque son nom, au point d'en changer au même rythme que nos ministres de l'économie .

Cette e-modernisation nous en ferait presque oublier les contingences institutionnelles : ce n'est pas la première fois que dans cette instance nous sont présentés des sujets pour avis déjà mis en place , ou des pv datant de plus d'un an .

Le grand cirque du dialogue social dans notre administration se poursuit , la communication de l'administration sur le sujet est omniprésente , masquant une réalité toute autre .

Les agents sont mis devant le fait accompli de plus en plus souvent , les avis des organisations syndicales sont purement formels , les projets de l'administration avancent à marche forcée

Les agents sont de plus en plus désabusés ,

désabusés au point de ne plus comprendre même les structures de leur direction , comme cette mission locale des risques ,renommée mission locale des risques et audit , dont la gouvernance est à l'ordre du jour.

Cette organisation directionnelle est représentative de la fusion que notre précédent directeur nous disait aboutie,terminée et gage d'un avenir meilleur.

Pourtant aujourd'hui c'est bien encore la fusion d'un service qui est à l'ordre du jour et pas n'importe quel service, celui des ressources humaines. Cette fusion, pour être complète, devra d'ailleurs encore attendre la fusion complète des règles de gestion. Autre vitrine de la fusion c'est le guichet fiscal unique qui vole en éclat avec la remise en cause du réseau ,la spécialisation des services ,la régionalisation rampante .

La réduction des plages horaires d'ouverture au public qui touche même les sites de moyenne importance comme ceret et prades montrent les limites de nos capacités .

Comment voulez vous que les agents suivent M le président ????

Cette cascade de réformes organisationnelles , orchestrée à grand renfort de communication INTERNE ET EXTERNE n'a d'autre but que de permettre la suppression d'emplois, principale source d'économie faite par l'état pour atteindre les objectifs budgétaires fixés par Bruxelles

M Ayrault l'avait promis avant de quitter Matignon les économies ne se feraient pas sur le dos des fonctionnaires ,mais c'est bien sur leurs épaules que repose en grande partie le plan présenté par le nouveau premier ministre.

GEL DES SALAIRES, DES AVANCEMENTS, BAISSSE DES BUDGETS DE FONCTIONNEMENTS, MAIS SURTOUT NOUVELLES VAGUES DE SUPPRESSIONS DE POSTES sont à prévoir pour les années 2015- 2017

Plus de travail ,pas d'augmentation salariale , des perspectives d'avenir moroses, les agents doutent

Comme vous en avez convenu ces suppressions d'emplois aveugles et massives sont le grand problème de notre ministère et de notre département .

Ces suppressions pèsent quotidiennement sur les agents.

Pourquoi les agents du département ne pourraient-ils en discuter la légitimité ,ni exprimer leur défiance, leur mécontentement vis à vis de décisions qui détériorent leur vie au travail ?

La grève ,en l'absence d'un dialogue social sincère ,reste le seul moyen de se faire entendre , et nous ne partageons pas votre analyse des résultats de la grève du 20 mars 2013 ; subir sans réaction serait catastrophique ,seule la reprise du dialogue permettra à l'administration avec ses agents de traverser cette période de mutation ; dans votre département près d'1 agent sur 2 était en grève le 20 mars .

CAR LA SITUATION N'EST PAS BONNE , et elle se dégrade

l'observatoire interne du ministère , l'étude confiée à l'ipsos , les rapports des médecins de préventions , le montrent problème des effectifs, rythme des changements trop rapides, changements mal perçus par les agents,conditions de travail dégradées, incivilités qui explosent,climat social qui se tend ,stress de plus en plus prégnant ,manque de reconnaissance au travail ...

Le point sur les conditions de vie au travail à l'ordre du jour,laisse transparaître ce malaise .

Des solutions M le directeur ,vous n'en avez pas , en tout cas pas dans le plan que vous nous présentez aujourd'hui .

L'employeur a une obligation de résultats en ce domaine , l'état employeur a conscience de la gravité du problème, pour preuve une circulaire du 20 mars 2014 sur la mise en œuvre au plan national de la prévention des risques psychosociaux dans les trois versions de la fonction publique.

Diagnostic , information,formation, dialogue ,tels sont les mots qui devraient guérir tout nos maux

M le directeur ,ce n'est pas uniquement des mots que FO attend de vous ,mais des actions qui montreront aux agents qu'ils ne sont pas oubliés de leur encadrement.